

ARRETE MUNICIPAL N° 127124

PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE DE L'ACCES ET DE LA CIRCULATION DES PERSONNES ET DES VEHICULES SUR LE SENTIER NOIR SAINT SER - COL DE VAUVENARGUES EN VUE D'ASSURER LA PROTECTION DES ESPECES ANIMALES ET VEGETALES SAUVAGES PARCELLES BI0008, BI0007 et BI0014

Le Maire de la commune de Puylobier

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

Vu la directive n°2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.341-1 à L341-22, L.411-1 à L411-3, L414-1 et suivant, R.411-1 à R.411-16 ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 360-1 : L'accès et la circulation des personnes, des véhicules et des animaux domestiques aux espaces protégés en application du présent livre ou du livre IV peuvent être réglementés ou interdits, par arrêté motivé, dès lors que cet accès est de nature à compromettre soit leur protection ou leur mis en valeur à des fins écologiques, agricoles, forestières, esthétiques, paysagères ou touristiques, soit la protection des espèces animales ou végétales.

Vu le décret du 15 septembre 1983 portant classement au titre des sites de la montagne Sainte-Victoire,

Vu l'arrêté ministériel fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection du 29 octobre 2009,

Vu l'arrêté du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II (1er alinéa) du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 10 mars 2006 porte désignation du site Natura 2000 Montagne Sainte-Victoire Zone de Protection Spéciale (ZPS) (Code du site : FR9310067) ;

Vu l'arrêté du 26 juin 2014 porte désignation du site Natura 2000 Montagne Sainte-Victoire Zone Spéciale de Conservation (ZSC) (Code du site : FR9301605) ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2013 n°2013123-0002, fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L.414-4 du code de l'Environnement des documents de planification, programmes, projet, manifestations soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000

Vu l'arrêté 14 août 2014 n° 2014226-0009, fixant la liste prévue au 2^e du III de l'article L.414-4 du code de l'Environnement des documents de planification, programmes, projet, manifestations soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000

Considérant

- Que le sentier noir de Saint Ser se situe dans le périmètre du site classé de Sainte-Victoire et dans les périmètres des sites Natura N2000 FR9310067 Zone de Protection Spéciale et FR9301605 Zone Spéciale de Conservation : Montagne Sainte-Victoire, espace protégé au sens des livres trois et quatre du code de l'environnement ;
- La présence de sites de reproduction potentiels ou avérées de plusieurs espèces d'oiseaux notamment le Monticole Bleu, le Monticole de Roche, le Hibou Grand-Duc d'Europe, le Faucon crécerelle, l'Hirondelle de rocher, inscrites sur la liste des espèces protégées sur l'ensemble du territoire définie par arrêté du 29/10/2009 susvisé ;
- L'inscription de l'Aigle de Bonelli sur l'annexe I de la directive européenne du 30/11/2029 susvisée, sur la liste des espèces protégées sur l'ensemble du territoire définie par arrêté du 29/10/2009 susvisé et sur la liste rouge des espèces d'oiseaux menacées en France avec le statut de conservation « EN – En Danger » ;
- La présence de plusieurs aires de reproduction de reproduction de l'Aigle de Bonelli qui ont été utilisés jusque dans les années 1960 ;
- L'installation d'un couple reproducteur d'Aigle de Bonelli sur un site de reproduction situé dans la Montagne Sainte Victoire depuis 2009 ;
- Que le Plan National d'Actions (PNAAB en faveur de l'Aigle de Bonelli 2014-2023 définit, comme sites de reproduction prioritaires à préserver, juste après les sites occupés, ceux qui sont actuellement vacants mais qui ont déjà été occupés au moins une fois par un couple reproducteur à une époque récente ou lointaine ;
- Que l'Aigle de Bonelli soit une espèce méditerranéenne à l'égard de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence concentre des enjeux de conservation particuliers dans la mesure où elle accueille le cœur de la zone de reproduction de son aire de répartition française ;
- Qu'aux termes du PNA en faveur de l'Aigle de Bonelli, le dérangement sur les aires de nidification représente un haut niveau de menace pour la conservation de l'espèce en France, que la diminution des perturbations d'origine anthropiques et la prise de mesures réglementaires pour préserver les sites de reproduction sensibles sont au nombre des actions prioritaires à conduire dans le cadre du PNA ;
- Que la Zone de Sensibilité Majeure Aigle de Bonelli est activée du 1^{er} Janvier de l'année en cours jusqu'au 15 juillet sur l'ensemble du territoire national ;
- Que la période de reproduction chez les oiseaux rupicole est une période très sensible, notamment vis-à-vis du dérangement (bruits, fréquentation) pouvant entraîner un échec de reproduction ;
- Que le développement des activités de plein air dans le Grand Site de France Concors Sainte-Victoire, contribue au dérangement des oiseaux rupicoles, notamment pendant la période de reproduction ;
- Que le sentier noir de Saint Ser traverse un secteur de reproduction avéré d'espèces protégées nécessitant sa fermeture afin d'éviter tout dérangement ;
- Que les observations réalisées par les agents métropolitains du Grand Site de France Concors Sainte-Victoire, dans le cadre de leurs suivis naturalistes, attestent de la présence d'espèces protégées ;
- Que l'usage du sentier noir de Saint Ser situé à proximité de la zone de nidification est susceptible de générer un dérangement non compatible avec la réussite de la reproduction ;
- Que l'utilisation d'engins volant sans pilote (drones) est également susceptible de provoquer le dérangement voire la destruction d'espèces d'oiseaux protégées ;
- Que les restrictions d'accès doivent être limitées aux strictes nécessités de la préservation de la biodiversité sans porter atteinte excessive aux usages ;

partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge du Grand Site de France Concors Sainte-Victoire.

Article 6 : Les restrictions d'accès et d'usages prévues aux articles 2 et 3 du présent arrêté s'appliquent aux propriétaires concernés au sein de la zone définie à l'article 1^{er}.

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et sur site. Il sera notifié à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au président du comité départemental de la Fédération Française de Montagne et d'Escalade (FFME) et au comité départemental de la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRP).

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site internet : <https://www.telerecours.fr/>

Article 10 : L'Office Français pour la Biodiversité, le Groupement de Gendarmerie Départemental des Bouches du Rhône, l'Agence interdépartementale Bouches-du-Rhône – Vaucluse de l'Office National des Forêts et la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge du Grand Site de France Concors Sainte-Victoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transcrit sur le registre des arrêtés de la Mairie et transmis à la sous-préfecture d'Aix.

Article 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, à Monsieur le directeur interrégional Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse de l'Office Français de la Biodiversité, à Monsieur le directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, à Monsieur le directeur Départemental des Territoires et de la Mer, à Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie Départemental des Bouches du Rhône, à Monsieur le Directeur de l'Agence Bouches-du-Rhône – Vaucluse de l'Office National des Forêts.

Fait à Puylobier,
Le 18 décembre 2024



Le Maire,

Frédéric GUINIERI

- Que les mesures de réglementation de l'accès et de la circulation des personnes dans une partie de la Montagne Sainte-Victoire contribueront également à la préservation d'autres habitats et espèces d'intérêt communautaire qui ont motivé la désignation des sites Natura 2000 FR9310067 - FR9301605 Montagne Sainte-Victoire.

ARRETE

Article 1 : Afin de garantir la quiétude nécessaire à la reproduction des espèces protégées réglementairement soit au niveau européen soit au niveau français, la fermeture du sentier noir de Saint-Ser est prescrite du 1^{er} janvier au 15 juillet 2025.

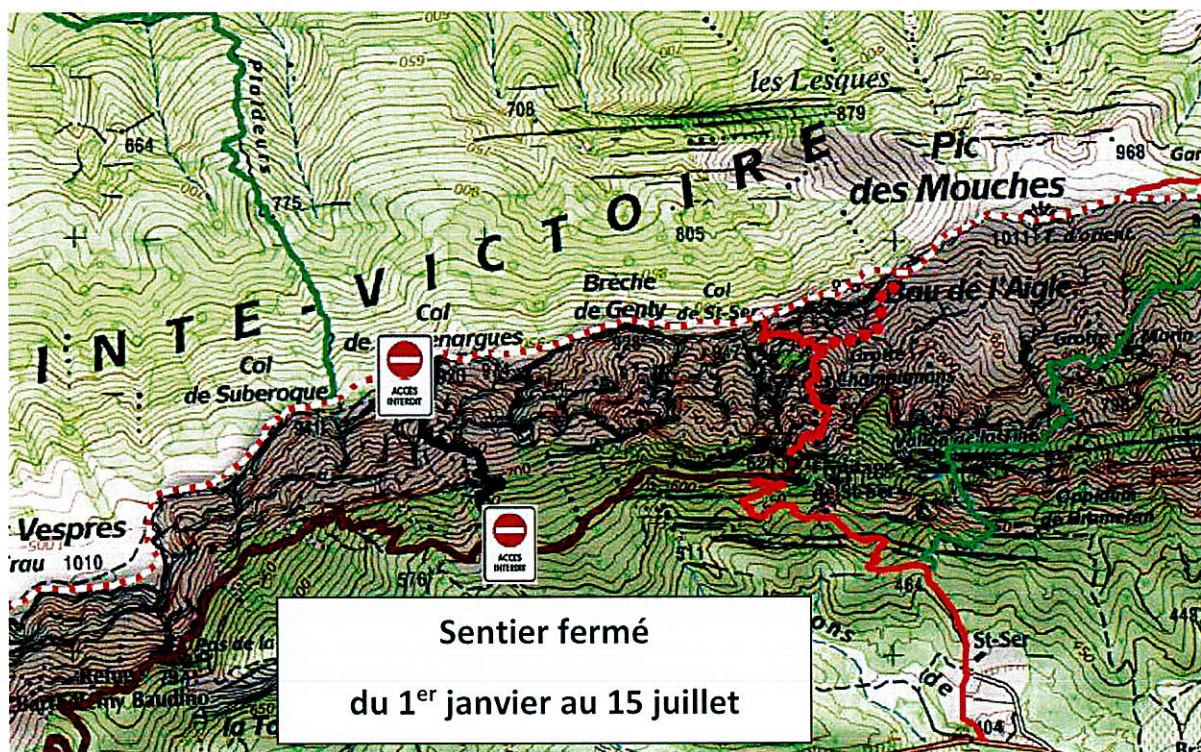


Figure 1 sentier noir de St Ser interdit du 1^{er} janvier au 15 juillet

Article 2 : Toute circulation des personnes et des véhicules sur le sentier noir de Saint Ser est interdite en tout temps y compris sur les escarpements rocheux de part et d'autre du sentier, à l'exception de la circulation des services de police, gendarmerie, sapeurs-pompiers, forestiers, pour l'exercice de leur mission et ceux des propriétaires.

Article 3 : Sans préjudice des restrictions de survol prévues au titre de l'aviation civile et militaire, la navigation des aéronefs de toute nature, y compris les engins volant sans pilote et le vol à voile sont interdits dans l'emprise de l'itinéraire défini à l'article 1^{er} et à moins de 300m des escarpements rocheux inclus sur l'itinéraire défini à l'article 1^{er}.

Article 4 : Les restrictions énoncées aux articles 2 et 3 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités au deuxième alinéa au I de l'article L 360-1 du code de l'environnement ni aux activités liées à la protection des espèces, surveillance, suivi technique et scientifique, travaux et activités liées à la mise en œuvre de programmes de préservation de la biodiversité et sont donc autorisées.

Article 5 : Un dispositif d'affichage et d'information du public informant les restrictions d'accès et d'usages prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté sera mis en place dans un délai de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté par les services de la commune de Puyloubier en